

Les AVS se battent pour défendre leur profession



Une cinquantaine d'AVS ont manifesté pour le maintien de leurs conditions de travail avec le soutien de quelques professeurs. Photo Christelle Didierjean

Une cinquantaine d'AVS, auxiliaires de vie scolaire, ont répondu à l'appel du syndicat FSU, Fédération syndicale unitaire, en manifestant mercredi, devant les portes de l'inspection académique à Colmar.

Il y a quelques semaines, les AVS-co, auxiliaires de vie scolaire chargés de l'accompagnement collectif, ont reçu un courrier de l'administration leur demandant s'ils voulaient continuer l'année suivante avec une baisse du temps de travail et donc une diminution de salaire ou s'arrêter. « C'est un ultimatum », s'exclame Jean-Marie Koelblen, secrétaire départemental FSU, à l'origine de la manifestation. Et d'ajouter : « À la prochaine rentrée, il y aura sept nouvelles classes Ulis, unité localisée pour l'inclusion scolaire, dans les collèges et Clis, classe pour l'inclusion scolaire, dans l'élémentaire, ce qui portera à 87 le nombre de classes nécessitant un AVS-co. Mais l'inspection académique n'a pas plus de budget. Ils ont le même gâteau et ils veulent le couper en plus de parts ! Ces personnes ont déjà un petit salaire et on veut encore le diminuer. »

Le cumul de la précarité

Sous couvert d'anonymat, cet AVS témoigne : « J'étais à 90 %, ils veulent me faire passer à 80 %, soit 920 € de salaire par mois, en CDD d'un an renouvelable. Ce qui est dur à digérer, c'est le cumul de la précarité : le petit salaire, le temps partiel imposé et le CDD. On ne peut pas se projeter dans l'avenir ».

« Si on refuse la baisse de salaire, on sera considéré comme démissionnaire, donc sans droit au chômage ou à la formation. C'est à prendre ou à laisser », déplore un autre AVS. « L'éducation et l'intégration devraient être une priorité, la situation est absurde. L'État nous pousse dans la précarité. On manifeste pour qu'au moins on ne nous enlève pas le peu qu'on a. Moins 10 %, et après ? »

Personne ne nous donne de moyens

Au milieu des manifestants, quelques professeurs sont venus soutenir les manifestants. « Leur rôle est essentiel dans nos classes. C'est important que les AVS aient un statut correct, qu'ils soient reconnus. Nous sommes ensemble au quotidien dans les classes et nous n'avons pas du tout les mêmes droits », déplore l'un d'eux.

Après avoir passé une heure dans le bureau de l'inspectrice d'Académie, Maryse Savouret, Jean-Marie Koelblen est ressorti déçu : « Elle nous a écoutés mais pas entendus. Il n'y a pas de budget supplémentaire alors qu'il y a une augmentation de poste. On a de grandes idées mais personne ne nous donne de moyens. Je reste persuadé que cette décision sera au détriment des enfants, puisque les prochains AVS seront embauchés avec un contrat universel, nécessitant moins de compétences ».

Jean-Marie Koelblen réfléchit d'ores et déjà à une autre action avant la fin de l'année pour tenter de se faire entendre.